

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE**

54 avenue de Montpellier  
34725 Saint-André-De-Sangonis

Références : SC/2025-07-  
Code AIOT : 0006600803

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE implanté 431 RUE PHILIPPE LAMOUR ZONE INDUSTRIELLE 30600 VAUVERT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le but de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard des dispositions relatives à l'épandage définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n°14-003N du 17 janvier 2014 ainsi que dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE
- 431 RUE PHILIPPE LAMOUR ZONE INDUSTRIELLE 30600 VAUVERT
- Code AIOT : 0006600803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est spécialisée dans le traitement par distillation des produits et des sous-produits de la viticulture, notamment le vin, les marcs de raisin et les lies de vin afin de produire environ 60 000 hl/an d'alcool de bouche alimentaire et 40 000 hl/an d'alcool industriel. L'activité de fabrication d'engrais et de composts est également exercée sur le site.

Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral n°14-003N du 17 janvier 2014 autorisant UDM à exploiter des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants sur la commune de Vauvert.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance des effluents à épandre	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 3.11.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Traitement des déchets et/ou des effluents à épandre	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Caractéristiques de l'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.6	Demande d'action corrective	3 mois
7	Modalités	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.8.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.9.2	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Epandages autorisés	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.2	Sans objet
3	Règles générales	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.3	Sans objet
4	Origine et	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	volume des déchets et/ou des effluents à épandre	article 12.4	
8	Cahier d'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.8.2	Sans objet
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.9.3	Sans objet
11	Bilan annuel des épandages	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.9.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a porté essentiellement sur l'épandage des effluents en termes de modalités, de caractéristiques et d'autosurveillance d'épandage.

A l'issue de la visite, l'inspection constate que l'exploitant devra mettre en œuvre des actions correctives en ce qui concerne la complétude des analyses des effluents épandus et des analyses de sols, le respect des périodes d'interdiction d'épandre, l'identification de stockages tampons supplémentaires pour pouvoir stocker les effluents lors de ces périodes d'interdiction et l'existence ou non d'un plan d'épandage.

L'inspection note que des solutions sont en cours d'étude de la part de l'exploitant pour améliorer de manière notable les caractéristiques de l'épandage afin de diminuer le volume d'effluents à épandre et de réduire la charge en éléments fertilisants des effluents épandus. Sur la base de ces évolutions en matière d'épandage, les données techniques figurant dans l'étude préalable initiale de 2002 devront être mises à jour afin de produire une nouvelle étude dont le rendu est prévu en 2026.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement pour acter les modifications apportées aux installations en lien avec l'activité d'épandage avec éventuellement un délai de mise en œuvre des travaux et actions envisagés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance des effluents à épandre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 3.11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des effluents à épandre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent. Les eaux résiduaires à épandre sont prélevées en continu pour être analysées. L'exploitant procède journalièrement à l'analyse des paramètres suivants : pH, DCO, MEST, potassium. Tous les mois l'analyse de l'effluent est complétée par l'analyse des paramètres suivants :

conductivité, phosphore total (P2O5), potassium total (K2O) formes de l'azote (N Kjeldahl, NH4, NO2, NO3), cations (Na, Mg, Ca) et anions (Cl, SO4).  
Ces analyses sont renouvelées et complétées semestriellement sur les paramètres suivants : As, B, Co, Cd, Cr, Cu, Fe, Mn, Mo, Hg, Ni, Pb et Zn.  
L'exploitant adresse, à la fin de chaque semestre le bilan des résultats des analyses effectuées sur la période.

#### Constats :

Le volume des effluents épandus est comptabilisé au moyen d'un débitmètre électromagnétique placé en amont de la pompe de refoulement des effluents vers les parcelles d'épandage. Le volume est relevé tous les jours par un opérateur et enregistré dans un fichier intitulé "suivi bilan d'autosurveillance - rejet usine". A la lecture du fichier, les volumes journaliers sont compris entre 500 et 800 m3/j.

Tous les jours, un échantillon est prélevé sur 24 h au niveau de la station de pré-traitement du site. Le laboratoire du site procède à une analyse quotidienne des paramètres pH, température, DCO, MES et potassium (K), tandis que la DBO5 fait l'objet d'une mesure deux à trois fois par semaine. Quant aux analyses mensuelles sur les paramètres phosphore total (P2O5), potassium total (K2O), azote global et les autres formes de l'azote (N Kjeldahl, NH4, NO2, NO3), cations (Na, Mg, Ca) et anions (Cl, SO4), elles sont traitées par le laboratoire CERECO. Ces analyses sont complétées par la mesure trimestrielle des métaux tels que arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), mercure (Hg), nickel (Ni), plomb (Pb) et zinc (Zn).

A l'examen des bulletins d'analyses, l'inspection constate que les analyses mensuelles ne comprennent pas systématiquement la mesure des paramètres sus-cités, tandis que les métaux comme le bore (B), le cobalt (Co), le fer (Fe), le manganèse (Mn) et le molybdène (Mo) ne sont pas analysés tous les 6 mois comme attendu dans le présent article.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine campagne annuelle de 2025-2026, l'exploitant devra compléter tous les 6 mois ses analyses d'effluents par les métaux non contrôlés, la première mesure devant être réalisée en septembre, et s'assurer que les analyses mensuelles soient bien complètes avec la mesure de tous les paramètres demandés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 2 : Epandages autorisés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Epandages autorisés

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déchets et/ou effluents sur les terrains

agricoles repérés sur le plan d'épandage et situés sur le territoire de la commune de Vestric et Candiac, représentant une **superficie de 76,70 ha**. Le plan de localisation des parcelles d'épandage est annexé au présent arrêté.

Toute extension ou toute modification de la surface d'épandage devra recevoir l'agrément de l'inspection des installations classées qui fixera les conditions préalables (étude hydrogéologique, étude agropédologique, analyses des sols, etc) et les conditions de l'épandage.

**Constats :**

La surface totale d'épandage est actuellement de 71.5 hectares suite à l'implantation de la ligne TGV sur des parcelles épandables d'une superficie de 5.2 ha.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que de nouvelles parcelles d'une superficie d'environ 10.4 hectares seront mises à disposition d'UDM en 2026. D'autres parcelles pourraient être achetées par UDM d'une surface d'au moins 3.6 hectares. Ainsi, la superficie totale des parcelles d'épandage passerait de 71.5 ha à plus de 80 ha. A noter que les nouvelles parcelles sont localisées à proximité immédiate des parcelles existantes et situées sur la commune de Vestric-et-Candiac.

L'exploitant a précisé que l'étude préalable initiale de 2002 est en cours d'actualisation pour intégrer le nouveau périmètre des zones aptes à l'épandage ainsi que les analyses de sols de ces nouvelles parcelles portant sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux annexes VIIa et VIIc de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Cette étude mise à jour devra être adressée à l'inspection, dont les conclusions de son instruction feront l'objet ultérieurement d'un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Règles générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Règles générales

**Prescription contrôlée :**

L'épandage de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par les articles 36 à 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et par l'arrêté relatif au 2<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- Producteur de déchets ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- Producteur de déchets ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

**Constats :**

<p>Certaines parcelles définissant le périmètre actuel d'épandage appartiennent à UDM. Un bail d'une durée de 9 ans a été établi entre UDM et l'agriculteur qui exploite les parcelles dans le cadre des opérations de fauchage.</p> <p>Les autres parcelles sont mises à disposition à UDM par les agriculteurs propriétaires des terrains. L'exploitation de ces parcelles est encadrée par un contrat passé entre UDM et l'agriculteur qui est renouvelé tous les ans. L'inspection a consulté la convention de prestation de fauchage du 1er février 2025 établie entre UDM et la EARL Aubanel. Celle-ci définit les modalités de réalisation de ces opérations de fauchage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Origine et volume des déchets et/ou des effluents à épandre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine et volume des déchets et/ou des effluents à épandre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets ou effluents à épandre sont constitués exclusivement des eaux résiduaires de procédés, provenant de la station de pré-traitement.</p> <p>Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.</p> <p>Le volume annuel des eaux résiduaires épandues est limité à <b>220 000 m<sup>3</sup>/an</b>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les effluents épandus se composent essentiellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de condensats de l'atelier d'évaporation, issus du traitement des vinasses désalcoolisées et détartrées,</li> <li>- d'eaux de lavage des installations de la distillerie,</li> <li>- d'eaux de purges des tours aéroréfrigérantes et des chaudières,</li> <li>- d'eaux de purges du traitement de l'eau,</li> <li>- d'effluents vinicoles en provenance de caves extérieures,</li> <li>- de lixiviats issus du ruissellement des eaux de pluie sur les aires bétonnées du site, notamment la plateforme de compostage,</li> <li>- d'eaux pluviales non polluées en cas de fortes pluies.</li> </ul> <p>Le volume épandus s'est élevé pour les deux dernières campagnes annuelles de 2022-2023 et 2023-2024 respectivement à 135785 m3 et 147801 m3. Concernant la campagne de 2024-2025, qui a débuté le 1er août 2024 et qui se terminera le 31 juillet 2025, le volume d'effluents épandus au 13 juin 2025 est de 124482 m3.</p> <p>Le volume annuel des eaux résiduaires épandues limité à 220 000 m<sup>3</sup>/an est respecté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Traitement des déchets et/ou des effluents à épandre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des déchets et/ou des effluents à épandre</p>

**Prescription contrôlée :**

Les eaux destinées à être épandues seront neutralisées à la chaux et filtrées avant de rejoindre un bassin d'homogénéisation où elles seront désodorisées par insufflation d'air comprimé.

Ce bassin sera complété par la mise en place d'une capacité de stockage tampon, permettant de stocker au minimum le volume total des effluents correspondant à une production de pointe d'une semaine (soit environ 4 200 m<sup>3</sup>). Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

**Constats :**

Les effluents font l'objet d'un pré-traitement avant d'être épandus, au droit d'une station de traitement implantée sur le site. La station est composée:

- d'un bac de neutralisation associé à une cuve de stockage de chaux pour la rectification du pH, le pH des effluents étant acide,
- de deux filtres dégrilleurs à vis pour retirer les particules solides contenus dans les effluents,
- d'une cuve tampon de 500 m<sup>3</sup>.

Le bassin d'homogénéisation avec insufflage d'air comprimé pour désodoriser les effluents n'a pas été mis en place.

L'arrêté préfectoral du 17 janvier 2014 prévoit la mise en place de capacité de stockage tampon pour permettre de stocker un volume minimal de 4200 m<sup>3</sup> correspondant à une production de pointe d'une semaine. La distillerie dispose de 22 cuves de diffusion d'une capacité unitaire de 225 m<sup>3</sup>, soit au total 4950 m<sup>3</sup> permettant de couvrir ce volume minimal. Toutefois, en période de diffusion des marcs, les cuves de diffusion ne sont pas disponibles. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection, que les effluents pourraient être stockés dans les deux silos de marcs de 4500 m<sup>3</sup> et/ou dans des cuves non exploitées toute l'année situées près de l'atelier de concentration. Néanmoins, l'exploitant n'a pas pu justifier d'une organisation en place pour diriger les effluents vers les silos de marcs et vers les cuves citées supra, ni de la capacité maximale de stockage de ces cuves.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de déterminer les capacités de stockage tampons complémentaires des effluents réellement exploitables pour stocker un volume représentant une semaine de production en justifiant leur volume respectif, ainsi que de mettre en œuvre une organisation adéquate et compatible avec le fonctionnement de la distillerie pour diriger les effluents à épandre vers ces stockages tampons en cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement des installations de traitement, ou pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Caractéristiques de l'épandage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.6



**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractéristiques de l'épandage

**Prescription contrôlée :**

[...]

En aucun cas, les quantités totales apportées à l'hectare ne devront dépasser les valeurs suivantes :

	Valeur limite (kg/ha/an)	Valeur maximale sur la période de 5 ans (kg/ha/an)
POTASSIUM	250	400
AZOTE	200	300
DCO	25 000	40 000

Les apports azotés, toutes origines confondues, organiques et minérales sont établis à partir du bilan global de fertilisation.

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus,
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action).

Par ailleurs, la dose mensuelle épandue (lame d'eau) doit respecter les préconisations suivantes vis-à-vis du bilan hydrique de chaque mois :

Bilan hydrique mensuel	Dose d'épandage (lame d'eau) en mm
Si $ETP^* > P^{**}$ : période de déficit hydrique	ETP-P
Si $ETP^* < P^{**}$ : période excédent hydrique	20 mm/mois

\* ETP = Evapo transpiration

\*\* P = Précipitations

**Constats :**

Le bilan agronomique annuel détermine pour chaque campagne de production de la distillerie:

- la caractérisation des effluents épandus tant au niveau quantitatif que qualitatif,
- les doses d'apport des effluents en DCO, MES et en éléments fertilisants (azote, phosphore et potassium),
- le bilan des quantités apportées dans les sols en éléments fertilisants (azote, phosphore et potassium) après la fauche,
- les lames d'eau annuelles et mensuelles.

En se basant sur le dernier bilan agronomique rédigé à l'issue de la campagne 2023-2024, l'inspection relève les résultats suivants qui permettent de définir la valeur agronomique des effluents et un bilan qualitatif des apports dans les sols.

Les teneurs moyennes des effluents en DCO, MES, azote (N total), phosphore (P2O5) et potassium (K2O) sont respectivement 8.2 g/l, 14.6 g/l, 189 g/l, 132 g/l et 760 g/l. L'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 ne prévoit pas de valeurs maximales. Toutefois, dans le bilan agronomique, ces valeurs sus-citées sont comparées à la composition moyenne d'effluents issus de 24 établissements vinicoles (mesures réalisées par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AE RMC)). Il est conclu que les teneurs en azote, phosphore et potassium dans l'effluent produit par la distillerie sont élevées par rapport aux valeurs guides de l'AE RMC, soit respectivement 189 g/l > 80 g/l, 132 g/l > 45 g/l et 760 g/l > 300 g/l, *"ce qui permet de mettre en avant l'intérêt agronomique de l'épandage des effluents produits par la distillerie"*.

S'agissant des doses d'apport des effluents dans les sols, les résultats obtenus montrent des doses moyennes d'apports de DCO de 18 t/ha, de MES de 3.6 t/ha, et d'éléments fertilisants de 417 kg/ha en azote, de 290 kg/ha en phosphore et de 1677 kg/ha en potassium. L'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 fixe des valeurs maximales en quantités totales apportées à l'hectare pour 3 paramètres telles que 25 t/ha en DCO, 200 kg/ha en azote et 250 kg/ha en potassium. L'inspection note que les doses d'apports en DCO respectent la valeur limite définie (18 t/ha < 25 t/ha), mais que les doses d'apports en azote et potassium sont supérieures aux valeurs limites fixées (417 kg/ha > 200 kg/ha pour l'azote et 1677 kg/ha > 250 kg/ha pour le potassium). Il convient de souligner aussi que malgré une exportation d'éléments fertilisants par les récoltes (une seule fauche en 2023-2024), les quantités moyennes apportées par les effluents en azote, phosphore et potassium dans les sols restent nettement élevées (azote = 339 kg/ha, phosphore = 267 kg/ha, potassium = 1634 kg/ha). De plus, la Mission d'Expertise et de Suivi des Épandages du Gard (MESE) dans son avis émis réservé sur le bilan agronomique de 2023, soulève des problématiques de teneurs élevées en éléments fertilisants (azote et potasse) apportés par les effluents dans les sols. En effet, la MESE précise *qu'une prairie ne peut absorber de quelle quantité d'élément fertilisant notamment la potasse, et les parcelles étant situées sur la Zone Vulnérable de la Vistrenque et sur la Zone de Protection du captage d'eau potable de Vauvert, les doses d'azote apportées dépassent les recommandations de la MESE (<50 kg/ha)"*.

A noter que les 3 valeurs maximales fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ont été définies sur la base des données fournies pour élaborer l'étude préalable de 2002. C'est pourquoi, il est conclu dans le bilan agronomique *"qu'afin de pallier les dépassements, différentes solutions sont envisagées et seront définies dans la nouvelle étude préalable en cours de rédaction"* et qui sera finalisée selon l'exploitant en 2026.

Lors de la visite, l'exploitant a fait part de ces solutions et des actions prévues pour d'une part faire diminuer la charge des effluents en éléments fertilisants et d'autre part le volume des effluents à épandre qui par conséquent seront moins chargés. Ainsi, les différentes solutions envisagées sont les suivantes :

- suppression progressive de la réception sur site des effluents en provenance de caves extérieures, le volume maximal autorisé de ces effluents très chargés étant de 20000 m3 (13000 m3 en 2026, puis la totalité d'ici 2028),

- envoi des jus de presses très chargés vers l'évapoconcentrateur au lieu de les diriger vers l'épandage,
- suppression de l'envoi des lixiviats (eaux pluviales qui ruissellent sur les "zones sales" du site) en épandage suite au recouvrement de ces zones sales par des panneaux photovoltaïques,
- suppression de l'envoi d'eaux pluviales en cas de fortes pluies en épandage suite à une modification de la gestion des eaux de surface sur le site (création d'un bassin d'orage et de noues d'infiltration),
- augmentation des surfaces d'épandage,
- réflexion sur des nouveaux procédés de traitement comme la réutilisation des eaux de process (par exemple, réutilisation des eaux de purges des tours aéroréfrigérantes pour la diffusion des marcs) ou la diversification culturale (ré-ensemencement des parcelles d'épandage avec des cultures pouvant absorber davantage d'éléments fertilisants).

Ces actions généreraient une réduction du volume total d'effluents épandus de 70000 m<sup>3</sup> (soit 54 % de réduction) et une diminution en termes de charge d'effluents comprises entre 30 et 38%. Ces données seront toutefois affinées par l'exploitant dans l'étude préalable attendue. Par ailleurs, la réduction du volume total d'effluents épandus associée à une augmentation de la superficie des parcelles d'épandage conduiraient à une diminution des lames d'eau annuelles relevées très élevées par la MESE (voir ci-dessous) et à un meilleur bilan hydrique de l'épandage.

Enfin, en ce qui concerne les lames d'eau mensuelles, ces dernières sont estimées par l'exploitant au moyen des volumes mensuels d'effluents épandus sur les parcelles et la superficie de chaque parcelle. Les résultats obtenus sont mentionnés dans les bilans agronomiques et comparés à des valeurs guides lesquelles sont différentes chaque année puisqu'elles sont définies à partir du bilan climatique mensuel de l'année écoulée. Ainsi pour la campagne de 2023-2024, l'inspection note que les lames d'eau moyennes mensuelles sont conformes aux valeurs guides calculées pour la campagne 2023-2024. L'inspection constate que les valeurs limites préconisées dans l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2014 sont aussi respectées. L'inspection relève néanmoins que les lames d'eau mensuelles sont également comparées à des valeurs qui seraient issues du plan d'épandage. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier de l'existence de ce plan d'épandage, ni comment ces valeurs ont été déterminées. Par ailleurs, la MESE a fait un commentaire sur les lames d'eau annuelles dans son avis de 2023 en précisant que *"la lame d'eau annuelle est très supérieure à la valeur guide préconisée par l'AERMC (lame d'eau annuelle moyenne de 201 mm >> 75 mm)"*.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de fournir les éléments justifiant l'existence ou non du plan d'épandage mentionné dans les bilans agronomiques annuels, et la détermination de ces valeurs de référence telles que reprises dans les bilans. Dans tous les cas, de nouvelles valeurs devront être établies dans l'étude préalable en cours d'élaboration et attendue en 2026.

L'inspection prend note qu'une nouvelle étude préalable sera transmise à l'inspection au plus tard en 2026. Cette étude permettra de mettre à jour les données techniques figurant dans l'étude préalable initiale de 2002 en se basant sur de nouvelles modalités d'épandage et sur les solutions envisagées par l'exploitant mentionnées supra. L'inspection demande aussi à l'exploitant de prendre en compte dans l'étude à venir, les préconisations de la MESE portant sur le respect de la valeur en azote de 50 kg/ha recommandée par la MESE et le respect de la valeur guide de la lame d'eau annuelle de 75 mm recommandée par l'AE RMC.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Modalités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.</p> <p>Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées, et les quantités épandues sont adaptées de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;</li> <li>– à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;</li> <li>– à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;</li> <li>– à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.</li> </ul> <p>En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire. A cet effet, la détermination de la capacité de rétention en eau ainsi que le taux de saturation en eau sera effectuée pour le sol, par parcelles ou groupes de parcelles homogènes du point de vue hydrique. Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, l'épandage des d'effluents respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>À la fin de la campagne d'épandage, le nettoyage des canalisations sera effectué par une circulation abondante d'eau propre destinée à éviter les dépôts de matières fermentescibles et le rejet au début de la campagne suivante de produits nauséabonds.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les opérations d'épandage sont conduites tout le long de l'année avec un volume moyen mensuel d'effluents épandus compris entre 9120 m3 et 14049 m3 pour la campagne 2023-2024.</p> <p>A la lecture du cahier d'épandage tenu par l'exploitant, l'inspection constate que les périodes pendant lesquelles l'épandage est interdit à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- entre le 15 décembre et le 15 janvier pour une prairie, période imposée par la Directive européenne Nitrates pour les zones vulnérables aux nitrates, les parcelles d'épandage faisant partie d'une zone vulnérable du Gard,</li> <li>- trois semaines avant la récolte de cultures fourragères,</li> </ul> <p>ne sont pas respectées. En ce sens, un volume total d'effluents de 7683 m3 et de 8684 m3 a été épandu respectivement entre le 15 décembre 2023 et le 15 janvier 2024 et entre le 7 avril et le 27 avril 2024 (trois semaines avant la fauche qui s'est déroulée du 28 avril au 18 mai 2024).</p> <p>S'agissant du nettoyage des équipements et matériels d'épandage, l'exploitant indique faire procéder au curage de la cuve tampon de 500 m3 par une entreprise extérieure deux fois par an</p>

(juillet et décembre) et au rinçage à l'eau du BRL de la cuve et par conséquent de la canalisation de transfert des effluents vers les parcelles d'épandage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de respecter lors de la prochaine campagne annuelle de 2025-2026, les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit. A ce titre, l'identification de capacités de stockage tampon complémentaires à la cuve de 500 m<sup>3</sup> est nécessaire (cf. constat n°5). Une procédure relative à la mise à disposition de ces capacités tampons et à la sensibilisation du personnel en charge des opérations d'épandage devra être rédigée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Cahier d'épandage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.8.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cahier d'épandage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans. Ce cahier comporte les informations suivantes :

- les quantités des effluents épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

**Constats :**

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage sous la forme d'un fichier informatique dans lequel sont reportés les volumes journaliers d'effluents épandus, les parcelles réceptrices et leur surface ainsi que la date d'épandage.

A partir de ces données, l'exploitant établit un suivi mensuel des épandages qui précise le volume total d'effluents épandus dans le mois, le volume total d'effluents épandus sur chacune des parcelles et la lame d'eau calculée à partir des volumes épandus mensuellement ramenés à la surface de la parcelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Surveillance des sols**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.9.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des sols

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les sols sont analysés <b>annuellement</b> en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– pH</li> <li>– teneur en matières organiques</li> <li>– acide phosphoriques <math>P_2O_5</math></li> <li>– calcium <math>CaO</math></li> <li>– magnésium <math>MgO</math></li> <li>– sodium <math>Na_2O</math></li> <li>– potasse <math>K_2O</math></li> </ul> <p>La capacité de rétention en eau et le taux de saturation en eau sont mesurés sur les parcelles ou groupe de parcelles homogènes du point de vue hydrique.</p> <p>Cette mesure est effectuée avant tout épandage afin d'évaluer la capacité totale de rétention en eau des sols.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les sols sont analysés en 13 points représentatifs des parcelles, dénommés AFOCEL, A, B1, C1, C2, D1bis, D2bis, E1, E2, FDUMAS-I, FDUMAS-II, FDUMAS-III, et FDUMAS-IV. Les prélèvements de sols sont effectués chaque année en alternance sur une moitié des parcelles concernées par l'épandage de manière à avoir des analyses sur toutes les parcelles sur une période de deux ans. Chaque échantillon de sol fait l'objet d'une analyse complète réalisée par la laboratoire AUREA comprenant l'ensemble des paramètres listés dans le présent article, ainsi que des oligo-éléments (cuivre, fer, manganèse et zinc).</p> <p>Pour les deux dernières campagnes annuelles de 2022-2023 et 2023-2024, les bilans agronomiques mentionnent qu'aucune analyse de sol n'a été réalisée dans l'optique de l'élaboration d'une nouvelle étude préalable. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé avoir fait procéder par le laboratoire SADEF Agronomie et Environnement, à des analyses de sols en février et en juin 2024 en 6 points de prélèvement situés au droit des parcelles actuelles et des nouvelles parcelles. Les résultats des prélèvements de sols permettront de mettre à jour les données de l'étude initiale de 2002 et d'établir un nouveau plan d'épandage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que des analyses de sols doivent être effectuées tous les ans au droit des parcelles d'épandage. Dans le cadre de ces analyses annuelles, tous les points représentatifs des parcelles, c'est à dire les 13 points identifiés préalablement et représentatifs des parcelles actuelles sur lesquelles s'effectuent les opérations d'épandage doivent faire l'objet d'un prélèvement de sol. Ainsi, pour la campagne annuelle de 2025-2026, les analyses de sols devront porter sur les 13 échantillons de sols susvisés.</p> <p>Lorsque l'épandage sera réalisé sur les nouvelles parcelles au droit desquelles de nouveaux points représentatifs de ces parcelles ont été choisis, les analyses de sols devront également intégrer les mesures sur ces points de référence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  La qualité des eaux souterraines est contrôlée à partir de points de prélèvements existants ou par aménagement de piézomètres. Deux analyses de type C3 seront effectuées <b>annuellement</b> par un laboratoire agréé sur les eaux d'un piézomètre situé, en amont hydraulique de la zone d'épandage (Agasses) et sur les forages ou piézomètres des mas de la Cadenette (Cadenette II) et de la Guillaumette, aux dates suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>– en septembre, avant la période d'épandage,</li><li>– en mars-avril, 2 ou 3 jours après une période de fortes pluies.</li></ul> Ces contrôles sur la qualité de l'eau concerneront aussi les paramètres suivants : niveau piézométrique, chlorures. Les résultats de ces analyses seront communiqués, avant la fin de chaque année civile à l'inspecteur des installations classées et à M. le directeur régional de l'agence régionale de santé.
<b>Constats :</b>  Dans le cadre du suivi hydrogéologique de l'épandage, la nappe phréatique fait l'objet de deux analyses par an au droit de trois ouvrages: <ul style="list-style-type: none"><li>- le piézomètre des Agasses situé en amont des terrains d'épandage,</li><li>- le piézomètre Cadenette II situé en aval en limite immédiate du périmètre d'épandage au Nord-Ouest,</li><li>- le puits de la Guillaumette situé en aval en limite immédiate du périmètre d'épandage au Nord-Ouest.</li></ul> Les résultats des prélèvements d'eau effectués par le laboratoire AUREA en octobre 2023 et en avril 2024 lors de la campagne 2023-2024, ne mettent pas en évidence un impact des épandages sur les paramètres mesurés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Bilan annuel des épandages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 12.9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel des épandages
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise à la fin de chaque campagne <b>un bilan des opérations d'épandage</b> . Ce bilan est adressé à l'inspection des installations classées, ainsi qu'aux agriculteurs concernés. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>– les parcelles réceptrices ;</li><li>– un bilan qualitatif et quantitatif des effluents épandus ;</li><li>– l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;</li><li>– les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en</li></ul>

découlent ;  
– la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

**Constats :**

Un bilan agronomique est rédigé à la fin de chaque campagne annuelle. Le dernier bilan agronomique de 2023-2024 (suivi agronomique des épandages des effluents de la distillerie UDM) établi par Alliance Environnement comprend bien l'ensemble des éléments listés dans le présent article.

Ce bilan évoque à plusieurs reprises, la mise à jour des données réunies lors de l'étude préalable de 2002 suite aux modifications apportées aux installations et celles prévues à court terme ayant un impact sur l'épandage (modification du réseau d'eaux pluviales, suppression des lixiviats, diminution/suppression des effluents de caves, réduction de la charge des effluents épandus, augmentation des surfaces d'épandage,...). L'étude préalable actualisée devrait être adressée à l'inspection en 2026 selon les prévisions de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite